

DIAL D 116 COLOMBIE: CINQ ANS APRES "L'ASSEMBLEE DE MEDELLIN"

(Du 26 août au 6 septembre 1968 se réunissait à Medellin - Colombie, la 2e Conférence Générale de l'Episcopat latino-américain, ouverte personnellement par le pape. Des textes importants étaient alors adoptés et réunis sous le titre de "Conclusions de Medellin: la présence de l'Eglise dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine". Ils se caractérisaient par une attitude délibérée d'ouverture aux problèmes économiques, sociaux et politiques du continent, ainsi que par le souci d'une présence chrétienne agissante et engagée. Dès le début, cependant, on notait dans les secteurs d'Eglise un certain nombre de réticences vis-à-vis de ces orientations. Ce mouvement de recul allait peu à peu se préciser; depuis 1972 il s'est affirmé et est devenu prépondérant. L'esprit de Medellin est-il en train de disparaître?) (Note DIAL).

DES CHRETIENS S'INTERROGENT A L'OCCASION DU 5e ANNIVERSAIRE DE MEDELLIN

Conclusions de la Rencontre "Medellin aujourd'hui" qui s'est tenue à Bogotá du 30 août au 1er septembre 1973 et qui a compté avec la participation de 80 laïcs, prêtres et religieuses, invités par le Service Colombien de Communication Sociale et le groupe sacerdotal SAL.

INTRODUCTION

Nous, chrétiens de Colombie réunis à l'occasion du 5e anniversaire de la 2e Conférence Générale de l'Episcopat latino-américain (Medellin 1968), nous estimons le moment opportun, au terme de ces jours de réflexion, pour exprimer nos soucis et nos préoccupations à tous nos frères dans la foi et à tous les colombiens honnêtes et prêts à s'engager pour la libération de notre peuple.

Par souci d'objectivité, notre engagement doit être précédé d'une analyse scientifique de la réalité. Nous serons, de cette façon, en mesure de savoir où se trouvent les causes profondes de la situation que nous vivons, et nous verrons quels sont les efforts concrets à faire, dans le cadre d'une stratégie globale, pour arriver effectivement à un nouveau type de société capable de favoriser la naissance d'un nouveau type d'homme. Nous allons faire cette analyse sous forme de synthèse en raison du caractère particulier de ce document.

Ière PARTIE: LA REALITE DE NOTRE PAYS (1)

- (1) Cette partie n'est pas reproduite ici, en raison de sa longueur. Elle comporte les subdivisions suivantes: 1- les chiffres, symptôme du mal; 2- Une histoire de domination; 3- L'explication: une structure de domination (N.d.T.)

IIe PARTIE: LE MESSAGE DE MEDELLIN

Il y a cinq ans, les évêques d'Amérique latine se sont réunis pour la 2e Conférence Générale de l'Episcopat, et, comme faisant partie de leur mission,

ILS ONT AFFIRME:

- "Comme hommes latino-américains, nous participons à l'histoire de notre peuple" (Message aux peuples de l'Amérique latine); - "Comme chrétiens, nous croyons que cette étape historique de l'Amérique latine est intimement liée à l'Histoire du Salut" (Message); - "Comme pasteurs, nous voulons nous engager dans la vie de nos peuples en vue de la recherche angoissée des solutions appropriées à leurs problèmes innombrables" (Message).

ILS ONT DECLARE:

- "L'Amérique latine veut sa libération à tout prix... pour pouvoir s'ouvrir et s'unir au reste du monde" (Message); - "L'heure actuelle n'a pas cessé d'être l'heure de la parole, mais elle est aussi devenue, avec une urgence dramatique, l'heure de l'action" (Introduction); - "La population toute entière, mais plus spécialement les classes populaires doivent avoir une participation active et réceptive, créatrice et décisive à la construction d'une société" (Justice, 7); - "Les signes des temps, qui se manifestent principalement sur notre continent dans l'ordre social, constituent un lieu théologique et une interpellation de Dieu" (Elites, 13); - "Là où il y a l'injustice, il y a le péché... Quand il y a répression de l'action du peuple qui veut changer cette situation, il y a violence... Quand il y a domination de pays ou de classes, il n'y a pas de paix; la paix est un effort permanent, fruit de l'amour, oeuvre de la justice" (Paix, 14).

ILS ONT DENONCE:

les tensions entre classes et le colonialisme interne, les tensions internationales et le colonialisme externe, le pouvoir injustement exercé par certains secteurs dominants, la course aux armements et la répression.

ILS ONT EXIGE:

- "La réforme politique comme condition essentielle d'un changement global des structures latino-américaines" (Justice, 16); - "que les chrétiens considèrent leur participation à la vie politique de la nation comme un devoir de conscience et comme la mise en pratique de la charité" (Justice, 16); - "que notre prédication, notre catéchèse et notre liturgie tiennent compte de la dimension sociale et communautaire du christianisme" (Paix, 24), puisque "les situations historiques et les aspirations authentiquement humaines sont partie intégrante du contenu de la catéchèse" (Catéchèse, 6); - "que l'on présente en Amérique latine, et cela de façon toujours plus claire, le visage d'une Eglise véritablement pauvre, missionnaire et pascalle, détachée de tout pouvoir temporel, et audacieusement engagée dans la libération de tout l'homme et de tous les hommes" (Jeunesse, 15a).

ILS ONT REFUSE la politique de limitation des naissances, parce qu'il s'agit effectivement "non de supprimer les invités à la table, mais de multiplier le pain" (Famille et Démographie).

ILS SE SONT ENGAGES:

- à dénoncer avec fermeté les réalités d'Amérique latine qui constituent un affront à l'Esprit de l'Evangile (Message); - à évangéliser les pauvres en donnant effectivement la priorité aux secteurs les plus défavorisés et à ceux qui sont l'objet d'une ségrégation quelconque (Pauvreté dans l'Eglise); - à toujours garder leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs constitués... en renonçant, si c'est nécessaire, à certaines formes légitimes de présence qui, en raison du contexte social, pourraient les rendre suspects d'alliance avec les pouvoirs constitués (Elites).

ET ILS ONT INVITE "à faire front avec audace et hardiesse à l'égoïsme, à l'injustice personnelle et collective" (Paix, 14b).

Telles ont été les paroles. Voyons maintenant les faits.

IIIe PARTIE: CONFRONTATION DU MESSAGE DE MEDELLIN AVEC LES EVENEMENTS

Si le message de Medellin a amené les chrétiens à lire la Parole de Dieu au sein même du moment historique que vit l'Amérique latine, sans en dissimuler aucune des tensions, et à lire cette Parole non à la manière contemplative mais de façon engagée pour faire du continent latino-américain une terre plus humaine, nous ne pouvons, en évoquant cet effort, oublier celui qui fut le précurseur de cette attitude: le Père Camilo Torres (2).

Le message de Camilo était le refus d'un christianisme idéologique qui, moyennant une prétendue asepsie politique, était en fait au service d'une "situation de péché". Il annonçait un christianisme centré sur l'amour, mais dans lequel l'amour cesse d'être une parole poétique pour devenir efficace dans l'acte des chrétiens qui, en assumant la voie conflictive, permettent d'en assurer concrètement les conditions.

C'est pour cela que l'attitude prise devant Camilo par la hiérarchie a été déconcertante, en particulier quand celle-ci a déclaré que ses idées "n'étaient pas en accord avec la doctrine sociale de l'Eglise" (Lettre du cardinal Concha à Camilo Torres, le 25 mai 1965), sans expliquer pourquoi. Elle l'a ainsi amené à demander le retour à l'état laïc pour mieux pouvoir se laver les mains devant ses actes.

En endossant globalement la situation de l'Amérique latine pour mieux réfléchir sur la réalité à la lumière de la foi, le message de Medellin a été écrit dans un langage passablement concret, tant pour la stigmatisation que pour l'annonce faite. Il consistait à "faire effort pour découvrir le plan de Dieu dans les signes de notre temps" et à "comprendre que les aspirations et les cris de l'Amérique latine sont des signes qui révèlent le sens du plan divin" (CELAM - Textes de Medellin: message aux peuples d'Amérique latine). La mise en oeuvre de ce message dans chaque pays devait donc, grâce à des références concrètes, impliquer que l'on acceptât les conflits de chaque peuple.

En Colombie, un groupe de prêtres a reçu le message de Medellin avec enthousiasme et un sens aigu de l'engagement. Peu de jours après la pro-

mulgation des textes, il ont signé à Buenaventura, le 13 décembre 1968, un document qui reprenait à son compte leurs grands principes et leurs grandes orientations. En prenant Medellin pour guide dans ses choix les plus généraux, ils faisaient une lecture concrète de notre réalité de péché et ils traçaient des lignes précises d'action (3). On a pu voir alors comment ce message allait être vidé de son contenu et combattu par les pouvoirs publics et par les hiérarchies ecclésiastiques à leurs côtés.

Dans son commentaire du document, le président de la République s'opposait au fait qu'il y eût "une violence incarnée dans les lois" et il alertait le pays sur ces "théories subversives" et ces "prédications dangereuses pour l'ordre public". Il déclarait que "dans le domaine de l'ordre public, des mesures seront prises contre les prêtres et les laïcs, car je ne puis admettre que leur qualité de clercs leur accorde l'autorisation de prêcher la subversion" (El Tiempo du 23 avril 1969). Le gouvernement s'est montré conséquent avec cette déclaration car, quelques jours plus tard, il expulsait du pays les prêtres espagnols Domingo Lain et Carmelo Garcia, pour délit de non-conformisme devant une "situation de péché" et de "violence instituée", et parce qu'ils respectaient les lignes d'action proposées par Medellin: "Défendre les droits des opprimés... Dénoncer énergiquement les abus et les injustices, fruits d'excessives inégalités" (CELAM - Textes de Medellin: Paix n° 22ss).

De son côté, la majorité de la hiérarchie s'est abstenue de se prononcer sur le "document de Golconda", mais des prélats n'ont pas manqué de mettre tous leurs soins à dénoncer "l'infiltration communiste dans le clergé" (cf Occidente du 29 janvier 1969).

La hiérarchie de Colombie s'est réunie en juillet 1969 dans le but d'appliquer les conclusions de Medellin à la réalité colombienne. Elle a alors publié le document intitulé "L'Eglise devant le changement". Ce texte a totalement ignoré l'apport du "mouvement de Golconda"; il est revenu à un langage fait de "principes généraux" en supprimant toute référence à la situation conflictive actuelle; il a présenté quelques statistiques alarmantes, mais il a négligé de passer à une interprétation explicite du sous-développement. Quelques paragraphes, cependant, sous-tendent une interprétation du sous-développement comme étant un stade préalable et nécessaire du sous-développement (cf "La Iglesia ante el cambio" n° 48-6269); cela explique que dans d'autres paragraphes, l'Eglise soit présentée comme un lubrifiant du système (Ibid. n° 73, 74, 75, 78, 112, 120) et que la lecture des documents de Medellin sur la paix soit faite de façon partielle et tronquée (Ibid. n° 91).

Heureusement, les membres de la hiérarchie n'ont pas tous pris la même position. L'Eglise de Colombie a eu le privilège d'entendre la voix prophétique de Mgr. Gerardo Valencia Cano (4) et d'être le témoin de son engagement en faveur des pauvres, de ses appels pour un changement révolutionnaire des structures et pour l'implantation d'un système socialiste propre à mettre fin à l'exploitation des colombiens. Bien que sa voix et son exemple aient été stériles dans l'Episcopat, de nom-

(3) Le document du "mouvement de Golconda", comme il s'est appelé par la suite, était signé par 50 prêtres (N.d.T.)

(4) Mgr Valencia est le premier signataire du "document de Golconda". Il est mort dans un accident d'avion en décembre 1971 (N.d.T.)

breux prêtres et laïcs, mais surtout le peuple pauvre de Colombie, ont reconnu en lui un authentique prophète ayant reçu l'onction de l'Esprit pour libérer la parole de Dieu des prisons dans lesquelles l'enferment les classes dominantes.

La figure de Gerardo s'est gravée, avec des marques indélébiles, dans l'esprit du peuple opprimé et conscient de Colombie, parce qu'il a été une voix qui n'a pas eu d'écho parmi ses frères dans l'épiscopat, parce qu'il contraste trop avec l'image du "pasteur" telle qu'elle a pris forme dans la hiérarchie catholique de Colombie, et parce que, enfin, en vertu de l'accord entre sa pensée et son action ainsi que de son courage dans la stigmatisation de la situation, il s'est révélé être un témoin, un messager et un serviteur d'un Dieu qui cherche à libérer l'homme de tout esclavage, d'un Dieu que l'on rencontre et que l'on sert en se mettant au service de l'opprimé.

Nous sommes conscients qu'en Colombie, par suite des caractéristiques culturelles qui lui sont propres, il existe une forte tendance à l'identification entre l'action de l'Eglise et l'action de la hiérarchie ecclésiastique. Aussi constatons-nous que, si la figure de Gerardo a été virtuellement canonisée par le peuple, le même peuple jette également l'anathème sur une Hiérarchie qui se tait devant l'injustice; qui ne choisit pas explicitement pour les pauvres aux heures douloureuses où se manifestent avec plus de clarté les contradictions d'un système oppresseur; et qui contribue très souvent, avec son appui explicite et son silence complice, à maintenir des structures d'injustice et à tranquilliser la conscience des oppresseurs.

Au cours des événements saillants de ces cinq années, ce silence de l'Eglise officielle, pour ne pas dire son choix explicite pour les puissants, a déconcerté de nombreux croyants. Ainsi:

- Quand, en avril 1970, un groupe important du peuple de Colombie engagé dans les rangs de l'ANAPO (Alliance Nationale Populaire) contestait le triomphe électoral qu'on lui avait enlevé grâce à des manoeuvres subtiles et ténébreuses, des membres notables de la Hiérarchie ont apporté leur soutien inconditionnel aux mesures dictatoriales par lesquelles le gouvernement ferme la bouche des opprimés (cf El Tiempo du 23 avril 1970).

- En août de la même année, un groupe d'indigènes a été lâchement assassiné. Le peuple colombien a surtout manifesté son émotion en entendant l'absurde déclaration des coupables: "Nous ne savions pas que tuer des indiens était un crime". Un groupe de prêtres, de religieux et de laïcs a courageusement entrepris de dénoncer ce crime, mais les évêques ont brillé par leur silence.

- En 1971, de nombreux groupes de catholiques, clercs et laïcs, ont exprimé leur refus de l'élection d'un prélat qu'ils estimaient n'être pas apte à conduire une Eglise engagée dans la libération des pauvres et libre de toute servilité envers la classe des puissants. Ce prélat a cependant reçu la consécration au cours d'une cérémonie "adoucie" par les protestations du peuple chrétien.

- Cette même année, on a donné asile dans le pays, avec l'approbation et la bénédiction de la hiérarchie catholique, à un groupe de sociologues et chercheurs qui, venus du Chili, amenaient avec eux des

quantités importantes de dollars afin de commencer d'habiles campagnes contre la théologie de la libération (Roger Veckemans) (5).

- En novembre 1971, après qu'ait été élaboré un plan de catéchèse qui s'inscrivait dans la perspective des documents de Medellin et dont l'objectif était "la personnalisation, la socialisation et la libération", la décision a été subitement prise de le remplacer par un autre au contenu marqué de spiritualité désincarnée par rapport à la réalité du pays.

- En 1972, l'ANUC (6) a organisé une marche pacifique sur Bogotá pour exprimer au gouvernement et à l'opinion publique, l'injustice de la répression à laquelle est soumis le secteur paysan. Le silence complice de la hiérarchie a permis au gouvernement d'appliquer des mesures répressives iniques.

- La même année, trois prêtres espagnols ont été expulsés alors qu'ils travaillaient dans le diocèse de Magangué, et cela en vertu d'accusations dont la preuve n'a jamais été fournie. Une quinzaine de leurs collègues ont par la suite quitté le pays en déclarant: "Nous n'avons pas eu l'appui de ceux qui devraient être les fondements de l'Eglise Catholique Colombienne: la Conférence Episcopale et la Nonciature Apostolique" (Texte de la lettre des prêtres démissionnaires) (7).

- En 1973, l'image donnée par notre Eglise de Colombie lors de la réception de son nouveau cardinal, a été un motif de scandale pour beaucoup de chrétiens. On l'a vu entouré de fastes et publiquement compromis avec les élites, sans que sorte de ses lèvres une condamnation quelconque du système d'injustice et d'oppression que les élites contrôlent et président. Il a assisté à des banquets coûteux et il a été hébergé à Medellin dans un hôtel qui est le plus scandaleux défi lancé à la misère du peuple, en prêchant ainsi par l'exemple que l'Eglise est du côté des puissants.

- Au cours de ces mêmes jours, le cardinal a refusé l'autorisation bienveillante pour la venue à Bogotá de Mgr Hélder Câmara, le prophète le plus accrédité de l'Eglise latino-américaine et reconnu comme étant l'animateur d'une "Eglise des pauvres".

- Le 1er mai de cette année a eu lieu une manifestation monstre du peuple qui a parcouru les rues de Bogotá pour protester contre l'élévation du coût de la vie et contre la répression dont sont victimes les paysans, les ouvriers et les étudiants. Le gouvernement a voulu vider de son contenu cette juste réclamation populaire en offrant gratuitement au peuple, à la même heure, un agréable spectacle de variétés. Le cardinal a choisi de représenter l'Eglise au spectacle du cirque. Peut-on interpréter son geste comme étant un choix en faveur des pauvres? Le 6 août 1973, le cardinal a reçu une décoration pour services rendus à la ville. Dans son discours de remerciement, il a déclaré: "Je me fais du

(5) Allusion au départ précipité du Chili, lors de l'arrivée du gouvernement d'Unité Populaire, du DESAL - bureau d'Etudes Sociales dirigé par le jésuite belge Veckemans. cf DIAL D 3 (N.d.T.)

(6) Sur les activités de l'Association Nationale des Usagers Paysans de Colombie, cf DIAL D 104 (N.d.T.)

(7) cf DIAL D 81 (N.d.T.)

mauvais sang quand je vois des intérêts mesquins contrecarrer des projets bénéfiques en faveur de la santé, de l'éducation et des transports" (allusion à l'avenue de Los Cerros) (El Tiempo du 8 août 1973).

Tous ces faits sont symptomatiques de la manière dont le message de Medellin a été faussé par les événements. En général, nous voyons nos pasteurs se compromettre de façon excessive avec ceux qui sont les premiers responsables de l'injustice; et nous voyons l'Eglise, dont la fonction va jusqu'au maintien de "l'ordre" qui est en fait un "péché institutionnel", devenir esclave d'une conception de "la paix" dont Medellin a dit qu'elle n'était pas chrétienne, mais que nos pasteurs continuent de défendre: la paix comme tranquillité dans le "désordre".

Si nous jetons un regard rétrospectif sur les cinq années écoulées, nous constatons avec douleur que les grandes perspectives d'action de Medellin ont été bloquées par la Hiérarchie elle-même. Pourquoi? Il y a l'influence réelle d'une théologie de type spiritualiste et individualiste, mais la raison déterminante semble être dans le fait que l'idéologie de classes concerne également ceux qui représentent l'Eglise.

La Hiérarchie, ainsi qu'une partie du clergé et du laïcat, appartiennent à la classe des oppresseurs ou en sont les alliés. Une autre partie du clergé et la grande majorité du peuple chrétien fait partie de la classe des opprimés.

Les "chrétiens" alliés à la classe des oppresseurs lui sont solidaires. Quelquefois de façon consciente, et en ce cas nous devons parler de complicité. D'autres fois, parce qu'ils n'ont pas le courage de l'abandonner, et en ce cas nous devons parler de lâcheté. D'autres fois encore, parce qu'ils sont d'une façon ou d'une autre bénéficiaires du système, ou parce qu'ils sont victimes de l'habileté politique de ceux qui les utilisent pour garantir le statu quo et qui les "programment" par leur idéologie propagée à travers tous les moyens de communication sociale.

Cela explique pourquoi les valeurs chrétiennes sont si souvent utilisées au profit des intérêts de classe, comme cela est clairement arrivé avec la valeur chrétienne de la Paix, définie par Medellin comme le fruit de la justice, mais souvent utilisée par nos prélats pour appuyer la violence des dominateurs contre les dominés qui protestent et qui veulent changer leur situation d'oppression.

C'est le cas, par exemple, du Concordat grâce auquel les classes dominantes - conscientes du poids politique de l'Eglise - entourent de toutes les garanties possibles la nomination des évêques afin que soient élus les hommes qui méritent leur "confiance". Il est impossible à un chrétien d'arriver à l'épiscopat s'il ne pense pas conformément aux intérêts de nos classes dirigeantes.

La preuve est ainsi faite une fois de plus que la division des classes existe au sein de l'Eglise et que la communion ecclésiale est bloquée. Il en résulte que le problème ne réside pas dans un manque d'intégration entre la hiérarchie et le laïcat, et que la solution ne consiste pas à créer des canaux de communication entre l'une et l'autre. Il s'agit d'assumer la lutte des classes comme engagement politique, afin de créer les conditions objectives qui rendront possible une réelle communion ecclésiale.

IVe PARTIE: PERSPECTIVES D'ACTION

- 1- Nous réaffirmons notre foi en Jésus-Christ - ce que nous avons fait en célébrant l'Eucharistie au terme de notre Rencontre - car il est celui qui a dépassé les aliénations radicales de l'homme: le péché et la mort. Il nous a ainsi donné la garantie fondamentale de la signification et de la possibilité que revêt la lutte contre toutes les autres aliénations qui écrasent l'homme.
- 2- Nous concevons la foi comme étant l'attitude qui permet à l'homme de se mobiliser jusqu'à l'accomplissement de l'Histoire et de l'Homme dont la réalisation est faite de façon anticipée en Jésus-Christ. La foi est alors une dynamique de libération humanisante et non un sophisme dissimulateur de l'injustice.
- 3- Pour cette raison, nous estimons que les maux qui affligent notre pays (analphabétisme, insalubrité, mortalité infantile, injustices, etc.) l'empêchent de marcher vers la Plénitude, et nous estimons que notre destinée historique n'a de sens que dans la perspective d'une lutte en vue de la suppression des injustices qui déshumanisent.
- 4- Nous prétendons que l'Histoire du Salut est un processus intégral de développement de la société à partir de l'histoire humaine concrète (il n'existe pas des histoires mais une seule histoire). Aussi croyons-nous que la lutte pour le royaume de Dieu, qui est aussi royaume de l'homme, suppose un lien étroit et cohérent avec la lutte pour le développement social afin que puissent surgir des hommes véritables et de vrais fils de Dieu.
- 5- Dans l'effort pour saisir la réalité sociale dans son fond et pour élaborer une stratégie adaptée permettant de la transformer, nous avons compris que ce n'est pas la foi mais les sciences sociales qui nous donnent les éléments d'analyse de la société capitaliste nécessaires à son dépassement.
- 6- Grâce à ces éléments, nous avons pu constater que la cause des maux qui nous affligent n'est pas le fruit du hasard au destin mystérieux, ni celui de facteurs raciaux ou culturels tels que la paresse, le romantisme, la surpopulation, l'alcoolisme, etc., mais que cette cause réside essentiellement dans l'existence d'une structure impérialiste internationale à laquelle se plient notre économie, notre politique et notre culture, et que ce système prend appui à l'intérieur de la société colombienne sur le régime de la division des classes sociales (cf Ière Partie, § 3).
- 7- Etant donné que la seule explication satisfaisante de l'inconséquence de la hiérarchie par rapport au message de Medellin, n'est pas d'abord sa théologie spiritualiste et individualiste mais qu'elle réside dans le fait de l'existence d'une idéologie de classe, nous en déduisons que la croyance au caractère apolitique de l'Eglise (au niveau de la foi, de la théologie ou des prêtres) est un sophisme plaisant. De quel droit voudrait-on alors que nous, chrétiens, nous restions à l'écart d'une lutte dans laquelle ils sont partie prenante et pour laquelle ils ont pris parti?

C'est une illusion de croire à une Eglise aux mains propres, aseptisée et céleste, planant en quelque sorte par-dessus le bien et le mal. Les faits le prouvent. Si elle prétend observer les taureaux en restant en dehors de l'arène, son silence devient complice: "qui ne dit rien consent". Si elle prétend rester un arbitre impartial du conflit ou jouer un rôle d'orientation en restant non engagée, sa mise à l'écart fait pencher la balance du côté des oppresseurs.

8- Nous estimons en conséquence que le démantèlement de la structure constantinienne (objectif imprescriptible pour beaucoup), qui se caractérise au premier chef par des alliances entre les hiérarchies ecclésiastiques et l'Etat représentant la classe dominante, est inéluctablement lié à la suppression des classes sociales et donc à la suppression du capitalisme.

9- L'expérience de la hiérarchie nous donne une leçon extrêmement claire: le problème ne consiste nullement à éviter les compromissions ou à les nier, mais à poursuivre notre participation à la politique de façon consciente et critique, alors qu'auparavant elle était inconsciente et non critique.

10- A l'heure du choix, nous sommes placés devant l'alternative: - ou nous affirmons des généralités, nous exprimons des souhaits et nous suggérons des réformes dans le système (développement, transformation, évolution, progrès ou néo-capitalisme), et nous nous mettons alors du côté des oppresseurs; - ou nous nous définissons clairement, de façon prophétique et en nous basant sur des études sérieuses, contre les causes structurelles des injustices afin de provoquer un changement global du système, et nous nous mettons alors du côté des opprimés.

11- Nous avons choisi la deuxième attitude parce qu'elle nous semble mieux accordée à l'Evangile dans les circonstances actuelles. Le Christ a sans équivoque choisi une classe et il n'a jamais eu la prétention d'adopter des positions conciliantes, au contraire: il a lui-même pris l'initiative d'affrontements avec les classes de son époque et il les a portés à un point tellement aigu qu'il a dû subir la mort.

12- Notre choix implique nécessairement la lutte contre les rapports sociaux de production individualiste - raison d'être de la situation d'oppression - et l'instauration conséquente de nouveaux rapports sociaux de production collective.

13- L'attitude intermédiaire d'après laquelle il est possible de faire une synthèse des aspects positifs du capitalisme et du communisme, ou qui se rattache à la doctrine sociale de l'Eglise tout en méconnaissant son caractère idéologique, ou encore qui prétend trouver une autre alternative sous prétexte d'originalité ou de nationalisme, une telle attitude ne fait que reculer - de façon sans doute délibérée - le choix du socialisme. La lecture de l'histoire est simple: ou le capitalisme impérialiste ou le socialisme authentique. Il n'y a pas de troisième voie possible.

14- Nous apportons notre soutien aux secteurs populaires qui s'organisent contre leurs oppresseurs de façon consciente et décidée (paysans, ouvriers, indiens, instituteurs, etc.). Nous y voyons une mise en oeuvre de l'espérance et nous sommes dans l'obligation d'être solidaires de leurs luttes.

15- Nous rejetons les partis traditionnels (libéral, conservateur) car, ainsi que nous l'avons analysé dans la 1ère partie, ils représentent les partis des classes dominantes qui cherchent à tromper le peuple avec leur multiplication de classes; ils sont ou anti-socialistes ou néo-capitalistes. De plus, comme chrétiens, nous croyons qu'ils constituent la forme structurée de contre-valeurs qu'un chrétien ne peut accepter. Les chrétiens qui leur donnent leur appui trahissent leur conscience.

16- Nous blâmons le soutien pratique que leur accordent les hiérarchies ecclésiastiques. Bien que nous comprenions qu'elles se soient tellement identifiées à l'un d'entre eux dans le passé récent qu'elles ne puissent aujourd'hui se risquer à suggérer au peuple ce qu'il doit faire, nous ne comprenons pas et nous n'admettons pas qu'elles ne définissent pas clairement ce que le peuple ne doit certainement pas faire.

17- Nous ne prétendons nullement reporter dans l'action politique d'aujourd'hui les attitudes autoritaires et paternalistes d'autrefois. Nous voulons entrer, épaule contre épaule, dans la construction d'une nouvelle société. Nous n'avons pas de schémas politiques chrétiens ni de projets économiques baptisés tels. C'est au sein même du processus d'incarnation que nous voulons porter le témoignage de notre foi.

18- Pour terminer, nous demandons à la hiérarchie si, dans ce que l'on appelle "le pluralisme dans l'Eglise", il y a place pour un choix socialiste qui prétend restituer à nos frères leur dignité bafouée.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)